

[Für die Hinterbliebenenpension zu Lasten der Pensionsregelung für Arbeiter, Angestellte beziehungsweise Seeleute der Handelsmarine beziehungsweise für die Witwenpension zu Lasten der Pensionsregelung für Bergarbeiter, die einer Witwe, die für denselben Ehemann ebenfalls Anspruch auf eine Hinterbliebenenpension oder einen anderen als Hinterbliebenenpension geltenden Vorteil zu Lasten einer anderen Regelung hat, wird der Betrag der am 31. Dezember 1969 auszuzahlenden Pension ab dem 1. Juli 1971 um 14,66 Prozent erhöht, ohne dass die infolge der Anwendung des vorliegenden Gesetzes am 1. Juli 1969 erfolgte Erhöhung berücksichtigt wird.]

[Ab dem 1. Januar 1972 wird der in vorliegendem Paragraphen erwähnte Erhöhungsprozentsatz von 14,66 Prozent auf 20,393 Prozent erhöht.]

[Am 1. Januar 1973 werden die in Anwendung des vorhergehenden Absatzes erhöhten Beträge um 7,96 Prozent erhöht. In Abweichung von Artikel 2 wendet die Nationale Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionskasse diese Erhöhung von Amts wegen an.]

Die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen finden keine Anwendung auf Pensionen, die frühestens am 1. Januar 1973 zum ersten Mal einsetzen.]

§ 2 - Die aufgrund der früheren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen erworbenen Vorteile, die beibehalten wurden und zu Lasten des Landesamtes für Pensionen zugunsten von Lohnempfängern aus der Nationalen Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionskasse ausgezahlt werden, werden unter denselben wie den in § 1 vorgesehenen Bedingungen und in demselben wie dem in § 1 vorgesehenen Verhältnis erhöht.

[Art. 1 § 1 Abs. 1 ersetzt durch Art. 13 des G. vom 27. Juli 1971 (B.S. vom 11. August 1971); Abs. 2 eingefügt durch Art. 13 des G. vom 27. Juli 1971 (B.S. vom 11. August 1971); Abs. 3 eingefügt durch Art. 1 des G. vom 3. März 1972 (B.S. vom 4. März 1972); Abs. 4 eingefügt durch Art. 1 des G. vom 28. März 1973 (B.S. vom 30. März 1973)]

Art. 2 - [Das Landesamt für Pensionen zugunsten von Lohnempfängern wendet die in Artikel 1 erwähnten Erhöhungen von Amts wegen auf die Beträge der Vorteile an, über die es nach dem 31. August 1971 beschließt. Die Nationale Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionskasse wendet diese Erhöhungen von Amts wegen in allen anderen Fällen an.]

[Art. 2 ersetzt durch Art. 14 des G. vom 27. Juli 1971 (B.S. vom 11. August 1971)]

Art. 3 - 7 - [Abänderungsbestimmungen]

Art. 8 - [Aufhebungsbestimmungen]

Art. 9 - Vorliegendes Gesetz tritt am 1. Juli 1969 in Kraft.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 4066

[C - 2009/00848]

12 NOVEMBRE 2009. — **Loi visant à modifier la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 2 de la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 4°, le mot « public » est inséré après le mot « ordre »;

2° le 4° est complété par la phrase suivante :

« est réputée mobile, la caméra de surveillance qui est déplacée au cours de l'observation afin de filmer à partir de différents lieux ou positions; ».

Art. 3. L'article 3, alinéa 2, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La présente loi n'est pas applicable à l'installation et à l'utilisation :

1° de caméras de surveillance réglées par ou en vertu d'une législation particulière;

2° de caméras de surveillance sur le lieu de travail, destinées à garantir la sécurité et la santé, la protection des biens de l'entreprise, le contrôle du processus de production et le contrôle du travail du travailleur. »

Art. 4. Dans la même loi, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — Conditions sous lesquelles l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance fixes sont autorisées ».

Art. 5. Dans l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La décision visée au § 1^{er} est prise après avis positif du conseil communal de la commune où se situe le lieu.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 4066

[C - 2009/00848]

12 NOVEMBER 2009. — **Wet houdende wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 4° wordt het woord « openbare » ingevoegd voor het woord « orde »;

2° het 4° wordt aangevuld met de volgende zin :

« de bewakingscamera die verplaatst wordt tijdens de observatie teneinde vanaf verschillende plaatsen en posities te filmen, wordt als mobiel beschouwd; ».

Art. 3. Artikel 3, tweede lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door het volgende lid :

« Deze wet is niet van toepassing op de plaatsing en het gebruik van :

1° bewakingscamera's geregeld door of krachtens een bijzondere wetgeving;

2° bewakingscamera's op de werkplaats met het oog op de veiligheid en de gezondheid, de bescherming van de goederen van de onderneming, de controle van het productieproces en de controle van de arbeid van de werknemer. »

Art. 4. In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. — Voorwaarden waaronder de plaatsing en het gebruik van vaste bewakingscamera's zijn toegestaan ».

Art. 5. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De in § 1 bedoelde beslissing wordt genomen nadat de gemeenteraad van de gemeente waar de plaats zich bevindt, een positief advies heeft gegeven.

Le conseil communal rend son avis après avoir consulté préalablement le chef de corps de la zone de police où se situe le lieu. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, la première phrase est complétée par les mots « et au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu »;

3° le paragraphe 3, alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« et au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu ouvert. Dans ce formulaire, le responsable du traitement atteste que l'installation et l'utilisation envisagée de la caméra ou des caméras sont conformes aux principes de la loi du 8 décembre 1992. »;

4° le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Le visionnage de ces images en temps réel n'est admis que sous le contrôle des services de police et dans le but de permettre aux services compétents d'intervenir immédiatement en cas d'infraction, de dommage, de nuisance ou d'atteinte à l'ordre public et de guider au mieux ces services dans leur intervention. »;

5° le paragraphe 4, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« L'enregistrement d'images n'est autorisé que dans le but de réunir la preuve de nuisances ou de faits constitutifs d'infraction ou générateurs de dommages, de rechercher et d'identifier les auteurs des faits, les perturbateurs de l'ordre public, les témoins ou les victimes. »;

6° le paragraphe 4, alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« Si ces images ne peuvent contribuer à apporter la preuve d'une infraction, d'un dommage ou d'une nuisance ou ne peuvent permettre d'identifier un auteur, un perturbateur de l'ordre public, un témoin ou une victime, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois. »

Art. 6. A l'article 6, § 3, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le visionnage des images en temps réel n'est admis que dans le but de permettre une intervention immédiate en cas d'infraction, de dommage, de nuisance ou d'atteinte à l'ordre public. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'enregistrement d'images n'est autorisé que dans le but de réunir la preuve de nuisances, de faits constitutifs d'infraction ou générateurs de dommages, de rechercher et d'identifier les auteurs des faits, les perturbateurs de l'ordre public, les témoins ou les victimes »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Si ces images ne peuvent contribuer à apporter la preuve d'une infraction, d'un dommage ou d'une nuisance ou ne peuvent permettre d'identifier un auteur des faits, un perturbateur de l'ordre public, un témoin ou une victime, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois. »

Art. 7. L'article 7, § 3, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Si ces images ne peuvent contribuer à apporter la preuve d'une infraction, d'un dommage ou d'une nuisance ou ne peuvent permettre d'identifier un auteur des faits, un perturbateur de l'ordre public, un témoin ou une victime, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois. »

Art. 8. Dans la même loi, après l'article 7, il est inséré un chapitre III/1, intitulé :

« CHAPITRE III/1. — Conditions sous lesquelles l'utilisation de caméras de surveillance mobiles est autorisée. ».

Art. 9. Dans le chapitre III/1, inséré par l'article 8, est inséré dans la même loi un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. Les services de police peuvent avoir recours aux caméras de surveillance mobiles dans le cadre de grands rassemblements, tels que visés à l'article 22 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. Il s'agit exclusivement de missions non permanentes et dont la durée d'exécution est limitée.

Des caméras de surveillance mobiles peuvent être utilisées dans un lieu ouvert ou dans un lieu fermé accessible au public. »

De gemeenteraad verstrekt zijn advies na voorafgaandelijk de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt te hebben geraadpleegd. »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, wordt de eerste zin aangevuld met de woorden « en aan de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt »;

3° paragraaf 3, tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« en aan de korpschef van de politiezone waar de niet-besloten plaats zich bevindt. In dit formulier bevestigt de verantwoordelijke voor de verwerking dat de plaatsing en het voorgenomen gebruik van de camera of camera's in overeenstemming is met de beginselen van de wet van 8 december 1992. »;

4° paragraaf 4, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Het bekijken van deze beelden in real time is uitsluitend toegestaan onder toezicht van de politiediensten opdat de bevoegde diensten onmiddellijk kunnen ingrijpen bij misdrijf, schade, overlast of verstoring van de openbare orde en deze diensten in hun optreden optimaal kunnen worden gestuurd. »;

5° paragraaf 4, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« Het opnemen van beelden is uitsluitend toegestaan teneinde bewijzen te verzamelen van overlast of van feiten die een misdrijf opleveren of schade veroorzaken en daders, verstoorders van de openbare orde, getuigen of slachtoffers op te sporen en te identificeren. »;

6° paragraaf 4, vierde lid, wordt vervangen als volgt :

« Indien deze beelden geen bijdrage kunnen leveren tot het bewijzen van een misdrijf, van schade of van overlast of tot het identificeren van een dader, een verstoorder van de openbare orde, een getuige of een slachtoffer, worden zij niet langer dan één maand bewaard. »

Art. 6. In artikel 6, § 3, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Het bekijken van beelden in real time is uitsluitend toegestaan om onmiddellijk te kunnen ingrijpen bij misdrijf, schade, overlast of verstoring van de openbare orde. »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Het opnemen van beelden is uitsluitend toegestaan teneinde bewijzen te verzamelen van overlast of van feiten die een misdrijf opleveren of schade veroorzaken en daders, verstoorders van de openbare orde, getuigen of slachtoffers op te sporen en te identificeren. »;

3° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Indien deze beelden geen bijdrage kunnen leveren tot het bewijzen van een misdrijf, van schade of van overlast of tot het identificeren van een dader, een verstoorder van de openbare orde, een getuige of een slachtoffer, worden zij niet langer dan één maand bewaard. »

Art. 7. Artikel 7, § 3, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Indien deze beelden geen bijdrage kunnen leveren tot het bewijzen van een misdrijf, van schade of van overlast of tot het identificeren van een dader, een verstoorder van de openbare orde, een getuige of een slachtoffer, worden zij niet langer dan één maand bewaard. »

Art. 8. In dezelfde wet wordt, na artikel 7, een hoofdstuk III/1 ingevoegd, met als opschrift :

« HOOFDSTUK III/1. — Voorwaarden waaronder het gebruik van mobiele bewakingscamera's is toegestaan. ».

Art. 9. Onder hoofdstuk III/1, ingevoegd bij artikel 8, wordt in dezelfde wet een artikel 7/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 7/1. De politiediensten kunnen gebruik maken van mobiele bewakingscamera's in het kader van grote volkstoelopen, als bedoeld in artikel 22 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt. Het betreft uitsluitend niet-permanente opdrachten die tevens in uitvoeringstijd beperkt zijn.

Mobiele bewakingscamera's kunnen worden gebruikt in een niet-besloten plaats of een voor het publiek toegankelijke besloten plaats. »

Art. 10. Sous le chapitre III/1, inséré par l'article 8, est inséré dans la même loi un article 7/2 rédigé comme suit :

« Art. 7/2. § 1^{er}. La décision de recourir à des caméras de surveillance mobiles dans un lieu ouvert est prise par l'officier de police administrative à qui la responsabilité opérationnelle est confiée conformément aux articles 7/1 à 7/4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. Il en informe le bourgmestre ou les bourgmestres concernés dans les plus brefs délais.

§ 2. La décision de recourir aux caméras de surveillance mobiles dans un lieu fermé accessible au public est prise par le bourgmestre.

La responsabilité opérationnelle est assurée par l'officier de police administrative, désigné conformément aux articles 7/1 à 7/4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

En cas d'extrême urgence uniquement, ce dernier peut décider seul de recourir à l'utilisation de caméras mobiles. Il en informe le bourgmestre concerné sur le champ.

§ 3. L'officier de police administrative visé aux paragraphes 1^{er} et 2, veille aussi à ce que l'utilisation des caméras soit ciblée et efficace et qu'elle soit conforme aux principes définis dans la loi du 8 décembre 1992.

Lorsque l'officier de police administrative décide de recourir à l'utilisation de caméras mobiles, il notifie la décision au plus tard la veille du jour dudit rassemblement à la Commission de la protection de la vie privée sauf en cas d'urgence. Dans ce dernier cas, il est tenu de transmettre au plus tard dans les sept jours, une notification à la Commission de la protection de la vie privée.

§ 4. Le visionnage de ces images en temps réel par les services de police n'est admis que dans le but de permettre aux services compétents d'agir préventivement et d'intervenir immédiatement en cas d'infraction, de dommage, de nuisance ou d'atteinte à l'ordre public, et de guider ces services au mieux dans leur intervention.

§ 5. L'enregistrement d'images n'est autorisé que dans le but :

- de prendre des mesures préventives destinées à éviter une perturbation de l'ordre public;
- de réunir la preuve de faits constitutifs d'une infraction ou d'une atteinte à l'ordre public;
- de réunir la preuve de faits constitutifs de dommages ou de nuisances;
- de rechercher et d'identifier un auteur des faits, un perturbateur de l'ordre public, des témoins ou des victimes.

§ 6. Si les images ne peuvent contribuer à apporter la preuve d'une infraction, d'un dommage ou d'une nuisance ou ne peuvent permettre d'identifier un auteur, un perturbateur de l'ordre public, un témoin ou une victime, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois. »

Art. 11. A l'article 8 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, la deuxième phrase commençant par les mots « Le fait » et finissant par les mots « autorisation préalable. » est abrogée;

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Vaut autorisation préalable :

1° le fait de pénétrer dans un lieu où un pictogramme signale l'existence d'une surveillance par caméra;

2° la présence dans un lieu ouvert ou dans un lieu fermé accessible au public où des caméras de surveillance mobiles sont utilisées de manière visible comme visé à l'article 7/1.

Les caméras de surveillance mobiles, montées à bord de véhicules, de navires ou d'aéronefs non banalisés, sont réputées être utilisées de manière visible. »

Art. 12. A l'article 9, alinéa 3, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1°, les mots « ou de nuisances » sont insérés entre les mots « d'infraction » et les mots « et que les images »;

Art. 10. Onder hoofdstuk III/1, ingevoegd bij artikel 8, wordt in dezelfde wet een artikel 7/2 ingevoegd, luidende :

« Art. 7/2. § 1. De beslissing tot het gebruik van mobiele bewakingsscanner's in een niet-besloten plaats wordt genomen door de officier van bestuurlijke politie aan wie de operationele verantwoordelijkheid is toevertrouwd in overeenstemming met de artikelen 7/1 tot 7/4 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt. Hij brengt de betrokken burgemeester of burgemeesters hiervan zo spoedig mogelijk op de hoogte.

§ 2. De beslissing tot het gebruik van mobiele bewakingsscanner's in een voor het publiek toegankelijke besloten plaats wordt genomen door de burgemeester.

De operationele verantwoordelijkheid wordt waargenomen door de officier van bestuurlijke politie aangewezen in overeenstemming met de artikelen 7/1 tot 7/4 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

Enkel bij uiterste hoogdringendheid kan deze laatste zelf besluiten tot het gebruik van mobiele camera's. Hij brengt de betrokken burgemeester hiervan onmiddellijk op de hoogte.

§ 3. De officier van bestuurlijke politie, bedoeld in de paragrafen 1 en 2, waakt er tevens over dat het gebruik van de camera's doelmatig en efficiënt is en in overeenstemming is met de in de wet van 8 december 1992 bepaalde beginselen.

Wanneer de officier van bestuurlijke politie beslist over te gaan tot het gebruik van mobiele camera's, geeft hij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kennis van die beslissing ten laatste op de dag die voorafgaat aan de genoemde volkstoeloop, behalve in het geval van dringende noodzakelijkheid. In dat laatste geval dient hij ten laatste binnen de zeven dagen een kennisgeving aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te bezorgen.

§ 4. Het bekijken van deze beelden in real time door de politiediensten is uitsluitend toegestaan, opdat de bevoegde diensten zich preventief kunnen opstellen en onmiddellijk kunnen ingrijpen bij misdrijf, schade, overlast of verstoring van de openbare orde en deze diensten in hun optreden optimaal kunnen worden gestuurd.

§ 5. Het opnemen van beelden is uitsluitend toegestaan teneinde :

- preventieve maatregelen te nemen om een verstoring van de openbare orde te vermijden;
- bewijzen te verzamelen van feiten die een misdrijf opleveren of een aantasting van de openbare orde;
- bewijzen te verzamelen van feiten die schade of overlast veroorzaken;
- een dader, een verstoorder van de openbare orde, getuigen of slachtoffers op te sporen en te identificeren.

§ 6. Indien de beelden geen bijdrage kunnen leveren tot het bewijzen van een misdrijf, van schade of van overlast of tot het identificeren van een dader, een verstoorder van de openbare orde, een getuige of een slachtoffer, worden zij niet langer dan één maand bewaard. »

Art. 11. In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt de tweede zin, die aanvangt met de woorden « Het betreden » en eindigt met de woorden « voorafgaande toestemming. » opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende :

« Geldt als voorafgaande toestemming :

1° het betreden van een plaats waar een pictogram aangeeft dat er camerabewaking plaatsvindt;

2° de aanwezigheid op een niet-besloten plaats of op een voor het publiek toegankelijke besloten plaats waar op zichtbare wijze van mobiele bewakingsscanner's gebruik wordt gemaakt als bedoeld in artikel 7/1.

Mobiele bewakingsscanner's, gemonteerd op niet-gebanaliseerde voertuigen, vaartuigen of luchtvaartuigen, worden geacht op zichtbare wijze gebruikt te zijn. »

Art. 12. In artikel 9, derde lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden « of overlast » ingevoegd tussen de woorden « een misdrijf » en de woorden « kunnen vormen »;

2° dans le 2°, le mot « constatée » est remplacé par les mots « ou les nuisances constatées », et les mots « lieu privé » sont remplacés par les mots « lieu fermé non accessible au public ».

Art. 13. Dans l'article 13, alinéa 2, de la même loi les chiffres « , 7/1, 7/2 » sont insérés entre les mots « les articles 5, 6, 7 » et les mots « et 8 ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Sénat.

Documents. — Proposition de M. Anthuenis et Mme Lijnen, 4-1149 - N° 1. — Amendements, 4-1149 - N° 2. — Rapport, 4-1149 - N° 3. — Texte adopté par la commission, 4-1149 - N° 4. — Amendements, 4-1149 - N° 5. — Rapport complémentaire, 4-1149 - N° 6. — Texte adopté par la commission, 4-1149 - N° 7. — Amendements, 4-1149 - N° 8. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, 4-1149 - N° 9.

Annales du Sénat. — 25 juin 2009

Chambre des représentants

Documents. — Projet transmis par le Sénat, 52 2076/001. — Avis du Conseil d'Etat, 52 2076/002. — Avis de la commission de la Protection de la vie privée, 52 2076/003. — Rapport, 52 2076/004. — Texte corrigé par la commission, 52 2076/005. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 52 2076/006.

Voir aussi:

Compte rendu intégral. — 22 octobre 2009.

2° in de bepaling onder 2° worden de woorden « of de vastgestelde overlast » ingevoegd tussen de woorden « vastgestelde misdrijf » en het woord « betreffen » en worden de woorden « private plaats » vervangen door de woorden « niet voor het publiek toegankelijke besloten plaats ».

Art. 13. In artikel 13, tweede lid, van dezelfde wet worden tussen de woorden « de artikelen 5, 6, 7 » en de woorden « en 8 » de cijfers « , 7/1, 7/2 » ingevoegd.

Kondigen deze tekst af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 november 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—————
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Senaat.

Stukken. — Wetsvoorstel van de heer Anthuenis en Mevr. Lijnen, 4-1149 - Nr. 1. — Amendementen, 4-1149 - Nr. 2. — Verslag, 4-1149 - Nr. 3. — Tekst aangenomen door de commissie, 4-1149 - Nr. 4. — Amendementen, 4-1149 - Nr. 5. — Aanvullend verslag, 4-1149 - Nr. 6. — Tekst aangenomen door de commissie, 4-1149 - Nr. 7. — Amendementen, 4-1149 - Nr. 8. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, 4-1149 - Nr. 9.

Handelingen. — 25 juni 2009.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, 52 2076/001. — Advies van de Raad van State, 52 2076/002. — Advies van de commissie voor de Bescherming van de persoonlijke levenssfeer, 52 2076/003. — Verslag, 52 2076/004. — Tekst verbeterd door de commissie, 52 2076/005. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 52 2076/006.

Zie ook :

Integraal verslag. — 22 oktober 2009.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 4067

[C — 2009/00840]

22 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police en matière de procédure de démission volontaire. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté royal du 22 octobre 2009 modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police en matière de procédure de démission volontaire (*Moniteur belge* du 13 novembre 2009).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmedy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 4067

[C — 2009/00840]

22 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten inzake de procedure van vrijwillig ontslag. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 22 oktober 2009 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten inzake de procedure van vrijwillig ontslag (*Belgisch Staatsblad* van 13 november 2009).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale Dienst voor Duitse vertaling in Malmedy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

D. 2009 — 4067

[C — 2009/00840]

22. OKTOBER 2009 — Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste hinsichtlich des Verfahrens zum freiwilligen Rücktritt — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Königlichen Erlasses vom 22. Oktober 2009 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste hinsichtlich des Verfahrens zum freiwilligen Rücktritt.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy erstellt worden.